

 EXEMPLAIRE ENTREPRISE FAMILLE MFRCLASSE DE 3^{ème} PAR ALTERNANCE
2020/2021CONVENTION RELATIVE AUX STAGES D'INITIATION PRÉVUS
DANS LES ARTICLES R. 715-1 ET R. 715-1-3 DU CODE RURAL ET DE LA PÊCHE MARITIME

Entre, d'une part :

L'entreprise d'accueil (nom et raison sociale)**Adresse précise et complète**

CP..... Ville

Tel Portable

Fax Courriel

Représentée par M. **En qualité de****Secteur d'activité**

Et, d'autre part :

La Maison Familiale Rurale, 7 Rue du Bocage – 44650 LEGE**Etablissement d'enseignement et de formations professionnelles agricoles****Représenté par Mr SERGENT Bruno, Directeur.**

il est convenu ce qui suit :

TITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er

La présente convention a pour objet la mise en oeuvre, au bénéfice de l'élève dénommé :

Nom, prénom : **Né(e) le**d'une période de stage d'initiation en milieu professionnel rendue obligatoire par le programme officiel de la classe de 3^{ème} par Alternance, dans laquelle il est inscrit.

Ce stage se déroulera comme indiqué sur le planning joint.

Seuls les élèves âgés de 14 ans au moins peuvent effectuer le stage ou la séquence pédagogique au sens de l'article R.813-42 du code rural qui fait l'objet de la présente convention.

Ce stage, ou cette séquence pédagogique au sens de l'article R.813-42 du code rural, a pour objectif de permettre à l'élève de découvrir différents milieux professionnels. Il est organisé dans les conditions fixées par les arrêtés du 23 juillet 2015, modifiant les arrêtés du 11 mars 2013, portant organisation des enseignements dans les classes de quatrième et de troisième de l'enseignement agricole et par l'arrêté du 20 juin 2016 relatif aux enseignements dans ces mêmes classes.

Au cours de ce stage d'initiation, l'élève peut effectuer des activités pratiques simples et variées et, sous surveillance du maître de stage ou du tuteur désigné par l'entreprise ou l'organisme d'accueil, des travaux légers autorisés aux mineurs par l'article R.715-2 code rural et de la pêche maritime. L'employeur veille à ce que la participation à ces activités ne porte pas préjudice à la situation de l'emploi dans l'entreprise. L'élève est par ailleurs tenu à un devoir de discrétion professionnelle.

Ce stage est réalisé sous l'encadrement et la surveillance du maître de stage ou tuteur désigné à cet effet par le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil lorsque celui-ci n'est pas lui-même maître du stage ou tuteur. Les activités auxquelles l'élève participe sont précisées dans le titre II de la présente convention (Dispositions particulières d'ordre pédagogique). Au cours de ce stage d'initiation, l'élève ne peut en aucun cas effectuer les travaux proscrits aux mineurs par les articles D.4153-16 à D.4153-37 du code du travail ni réaliser ceux prévus aux articles R.4153-50 à R.4153-52 dudit code.

Article 2

Les modalités de prise en charge des frais afférents à cette période ainsi que les modalités d'assurance sont définies au titre II de la présente convention. (Dispositions particulières d'ordre financier.)

Article 3

Le stagiaire demeure pendant toute la durée de sa formation sous statut scolaire et reste, à ce titre, sous l'autorité du chef de son établissement d'enseignement et de formation professionnelle agricoles.

Le chef d'établissement d'enseignement veille, en mettant en oeuvre les diligences normales, à ce que les conditions de déroulement du stage soient de nature à préserver la santé et la sécurité de l'élève et à lui garantir une formation pratique correspondant à l'enseignement reçu. A ce titre, le chef de l'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil doit renseigner la partie correspondante du titre II.(Dispositions particulières d'ordre pédagogique.)

Du fait de ce statut scolaire, le stagiaire ne peut prétendre à aucune rémunération de la part de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil. Toutefois, conformément aux articles L.242-4-1, D.242-2-1 du code de la sécurité sociale et D.741-65-1 du code rural et de la pêche maritime, une gratification peut lui être versée. Celle-ci est exonérée de charges sociales si, conformément à l'article D.242-2-1 du code de la sécurité sociale, son montant ne dépasse pas le seuil équivalent au produit de 15,00 % du plafond horaire de la sécurité sociale et du nombre d'heures de stage effectuées au cours du mois considéré. Ce montant tient

compte des avantages en nature et en espèces et du temps de présence mensuelle prévu au cours du mois considéré. Lorsque le montant de la gratification dépasse le plafond indiqué ci-dessus, les obligations de l'employeur incombent à l'entreprise ou à l'organisme d'accueil.

L'élève ne doit pas être pris en compte pour l'appréciation des effectifs de l'entreprise et ne peut pas prendre part à une quelconque élection professionnelle.

Il est soumis aux règles générales en vigueur au sein de l'entreprise d'accueil, notamment en matière de sécurité, d'horaires et de discipline, sous réserve des dispositions de l'article 4 de la présente convention.

Article 4

A titre de rappel, les élèves de moins de 18 ans ne peuvent être employés à un travail excédant 8 heures par jour, ni 35 heures par semaine, y compris les travaux de nature scolaire.

Pour les jeunes de moins de 15 ans, la durée hebdomadaire ne peut excéder 32 heures, y compris les travaux de nature scolaire.

Pour chaque période de 24 heures, une période minimale de repos quotidien doit être fixée à 14 heures consécutives pour les élèves de moins de 16 ans et à 12 heures consécutives pour les élèves de 16 à 18 ans.

Au-delà de 4 heures et demie de travail quotidien, les élèves mineurs doivent bénéficier d'une pause d'au moins 30 minutes.

Les dérogations au repos dominical, prévues par l'article L. 741-1 et par les articles R. 714-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, ne s'appliquent pas aux jeunes de moins de 16 ans qui doivent bénéficier de deux jours consécutifs de repos hebdomadaire comprenant obligatoirement le dimanche.

En revanche les dérogations de droit au repos dominical s'appliquent aux jeunes de 16 à 18 ans, dans les mêmes conditions que les adultes, à la différence près qu'ils bénéficient obligatoirement de deux jours consécutifs de repos chaque semaine.

Les horaires journaliers ne peuvent prévoir la présence sur le lieu de stage entre 22 heures et 6 heures pour les élèves mineurs de plus de 16 ans et de moins de 18 ans et entre 20 heures et 6 heures pour ceux de moins de 16 ans.

Article 5

Le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle sera engagée :

- soit en souscrivant une assurance particulière garantissant sa responsabilité civile en cas de faute imputable à l'entreprise à l'égard du stagiaire ;
- soit en ajoutant à son contrat déjà souscrit « responsabilité civile entreprise » ou « responsabilité civile professionnelle » un avenant relatif au stagiaire.

Le chef de l'établissement d'enseignement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'élève pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée ou à l'occasion de son stage ainsi qu'en dehors de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil ou sur le trajet menant au lieu de stage ou au domicile.

Article 6

En application des dispositions des articles L.751-1(1°), L.761-14(1°) du code rural et de la pêche maritime et de l'article L. 412-8(2°)a du code de la sécurité sociale, les stagiaires de l'enseignement agricole bénéficient de la législation sur les accidents de travail.

En cas d'accident survenu à l'élève stagiaire soit au cours du travail, soit au cours du trajet, le responsable de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil s'engage à informer le chef d'établissement d'enseignement dans la journée où s'est produit l'accident ou au plus tard dans les 24 heures.

La déclaration d'accident du travail doit être faite par le chef d'établissement d'enseignement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la caisse de mutualité sociale agricole, la caisse assurances accidents agricoles pour l'Alsace Moselle, ou la caisse générale de sécurité sociale pour les départements d'outre-mer, dont relève l'établissement, dans les 48 heures, non compris les dimanches et jours fériés, à compter de l'information faite par l'entreprise.

Article 7

Le chef d'établissement d'enseignement peut mettre fin au stage à tout moment dès lors que l'entreprise ou l'organisme d'accueil ne satisfait plus :

- aux conditions de santé sécurité au travail et de moralité indispensables au bon déroulement du stage ;
- aux conditions d'encadrement nécessaires à la mise en oeuvre des objectifs précisés dans les dispositions particulières d'ordre pédagogique figurant au titre II de la présente convention.

Article 8

Le chef d'établissement d'enseignement et le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil ou son représentant se tiennent mutuellement informés des difficultés, notamment celles liées aux absences éventuelles du stagiaire, qui pourraient naître de l'application de la présente convention et prendront d'un commun accord, en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions adéquates pour y mettre un terme.

En tout état de cause, le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil ou son représentant peut décider, après en avoir informé le chef d'établissement d'enseignement, de mettre fin de manière anticipée au stage en cas de manquement grave à la discipline de la part du stagiaire.

Article 9

La présente convention s'applique aux stages ainsi qu'aux séquences pédagogiques de l'enseignement à rythme approprié, dont le référentiel de formation prévoit expressément qu'ils puissent se dérouler en partie hors temps scolaire, et ce dans la limite de temps qu'il précise. Ces périodes sont antérieures à l'obtention du diplôme.

Si le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil occupe le jeune de sa propre initiative en dehors des périodes prévues par la convention de stage qu'il a signée avec le chef d'établissement d'enseignement, il fait perdre au jeune son statut scolaire avec comme conséquence l'acquisition de la qualité de salarié et l'obligation pour l'entreprise ou l'organisme d'accueil de procéder à la déclaration préalable à l'embauche et de verser un salaire et les cotisations qui en découlent.

En tout état de cause, pour les jeunes de moins de 16 ans, ces périodes hors temps scolaire (en qualité de stagiaire ou en qualité de salarié) ne peuvent excéder la moitié du temps des vacances scolaires concernées.

TITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Article 10

Dispositions d'ordre pédagogique

Une annexe pédagogique sera rédigée. Elle constitue un document qui doit renseigner l'ensemble des rubriques listées ci-après :

- nom de l'élève concerné..... date de naissance¹
- nom et qualité du maître de stage ou tuteur
- nom du professeur coordonnateur de la filière (ou de son représentant)
- dates de la (des) période(s) de stage (voir planning)
- objectifs du stage et des parties correspondantes du référentiel du diplôme (de la classe) concerné(e) ;
- principales tâches confiées au stagiaire
- place du stage dans l'évaluation.

L'annexe pédagogique est visée par le professeur coordonnateur de la filière

Les obligations du chef d'entreprise ou du responsable de l'organisme d'accueil ou son représentant sont notamment de :

- présenter au stagiaire l'évaluation des risques propres à son entreprise et commenter de manière pédagogique avec lui, les risques auxquels il est susceptible d'être exposé et les mesures prises pour y remédier ;
- diriger et contrôler le stagiaire dans ses activités par la désignation d'un maître de stage ou tuteur chargé d'assurer ce suivi ;
- faire accomplir au stagiaire des travaux correspondant à la fois à ses aptitudes, aux objectifs du stage et à la progression pédagogique du stagiaire.
- si ces travaux incluent une utilisation de matériel, indiquer le type de matériel et ses conditions d'utilisation (encadrement, port d'équipements de protection individuelle, formation...). Le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil doit ne faire utiliser que des matériels conformes à la réglementation. Au cours de ce stage d'initiation l'élève ne peut en aucun cas réaliser les travaux visés aux articles D. 4153-16 à D.4153-38 du code du travail ni effectuer ceux visés aux articles R.4153-50 à R.4153-52 du code du travail.
- permettre au stagiaire de préparer son rapport, en lui accordant le temps nécessaire.

Article 11

Dispositions d'ordre financier

Une annexe financière sera rédigée et précisera les conditions :

- d'hébergement de restauration
- de transport
- d'assurances,

Pour l'établissement d'enseignement :

Pour la MFR : La MFR a souscrit une garantie auprès de Groupama pour les dommages causés aux maîtres de stage. Le contrat est assorti d'une franchise de 200 € pour les dommages matériels et immatériels et d'une franchise de 500 € pour les dommages aux véhicules. La franchise ne sera appliquée qu'après épuisement des garanties du maîtres de stage, Groupama venant en complément. La prise en charge de la franchise sera discutée en fonction des circonstances et des responsabilités de chacun.

- Pour l'entreprise ou l'organisme d'accueil. : en précisant le nom de l'assureur et le numéro du contrat

Article 12

Un exemplaire de la présente convention est remis, après signature du chef d'entreprise ou du responsable de l'organisme d'accueil ou son représentant et du chef d'établissement d'enseignement, à l'élève et/ou son représentant légal ainsi qu'au maître de stage et au professeur coordonnateur de la filière ou son représentant.

¹Seuls les élèves âgés de 14 ans au moment du stage peuvent effectuer le stage d'initiation qui fait l'objet de la présente convention

Calendrier de l'Alternance

Cocher les périodes concernées par la convention

MFR 1	36	31/08/2020	au	04/09/2020
	37	07/09/2020	au	11/09/2020
MFR 2	38	14/09/2020	au	18/09/2020
	39	21/09/2020	au	25/09/2020
MFR 3	40	28/09/2020	au	02/10/2020
	41	05/10/2020	au	09/10/2020
MFR 4	42	12/10/2020	au	16/10/2020
	43	19/10/2020	au	23/10/2020
////////	44	26/10/2020	au	30/10/2020
MFR5	45	02/11/2020	Au	06/11/2020
	46	09/11/2020	au	13/11/2020
	47	16/11/2020	au	20/11/2020
MFR 6	48	23/11/2020	au	27/11/2020
	49	30/11/2020	au	04/12/2020
MFR 7	50	07/12/2020	au	11/12/2020
	51	14/12/2020	au	18/12/2020
////////	52	21/12/2020	au	25/12/2020
////////	53	28/12/2020	au	01/01/2021
MFR 8	1	04/01/2021	au	08/01/2021
	2	11/01/2021	au	15/01/2021
MFR 9	3	18/01/2021	au	22/01/2021
	4	25/01/2021	au	29/01/2021
MFR 10	5	01/02/2021	au	05/02/2021
	6	08/02/2021	au	10/02/2021
MFR 11	7	15/02/2021	au	19/02/2021
	8	22/02/2021	au	26/02/2021
////////	9	01/03/2021	au	05/03/2021
MFR 12	10	08/03/2021	au	12/03/2021
	11	15/03/2021	au	19/03/2021
MFR 13	12	22/03/2021	au	26/03/2021
	13	29/03/2021	au	02/04/2021
	14	05/04/2021	au	09/04/2021
	15	12/04/2021	au	16/04/2021
MFR 14	16	19/04/2021	au	23/04/2021
	17	26/04/2021	au	30/04/2021
////////	18	03/05/2021	au	07/05/2021
MFR 15	19	10/05/2021	au	14/05/2021
	20	17/05/2021	au	21/05/2021
MFR 16	21	24/05/2021	au	28/05/2021
MFR 17	22	31/05/2021	au	04/06/2021
	23	07/06/2021	au	11/06/2021
MFR 18	24	14/06/2021	au	18/06/2021
	25	21/06/2021	au	25/06/2021
	26	28/06/2021	au	02/07/2021
////////	27	05/07/2021	au	09/07/2021
////////	28	12/07/2021	au	16/07/2021

HORAIRES DE PRESENCE DU STAGIAIRE

Veuillez respecter les plages horaires
mentionnées dans l'article 5

JOUR	MATIN	APRES-MIDI
LUNDI	De :	De :
	A :	A :
MARDI	De :	De :
	A :	A :
MERCREDI	De :	De :
	A :	A :
JEUDI	De :	De :
	A :	A :
VENDREDI	De :	De :
	A :	A :

TOTAL HEBDOMADAIRE

H

Pour l'entreprise d'accueil

Visa du chef d'entreprise ou du maître de stage

Le (date de signature)

Pour la famille

Visa des responsables légaux et du stagiaire

Le (date de signature)

Pour la Maison Familiale Rurale

Le Directeur, SERGENT Bruno

Le (date de signature)

Les conventions de stage doivent impérativement être signées par l'entreprise et les responsables du jeune avant tout retour à la MFR et ce avant le début du stage.